



HAL
open science

Le retour des Balkans, 1991-2001, sous la direction de Stéphane Yérasimos.

Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Nebojsa Vukadinovic. Le retour des Balkans, 1991-2001, sous la direction de Stéphane Yérasimos..
Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2002, Vol 33 (n°4). hal-03973518

HAL Id: hal-03973518

<https://hal.science/hal-03973518>

Submitted on 4 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le retour des Balkans, 1991-2001, sous la direction de Stéphane Yérasimos.

Nebojsa Vukadinovic

Citer ce document / Cite this document :

Vukadinovic Nebojsa. *Le retour des Balkans, 1991-2001*, sous la direction de Stéphane Yérasimos.. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 33, 2002, n°4. Systèmes financiers et transition. L'adhésion à l'OMC des pays post-communistes. Le renouveau du droit de la faillite en Europe centrale. pp. 130-133;

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2002_num_33_4_3172

Fichier pdf généré le 12/04/2018

est-européens. Il devrait être lu par les décideurs de l'UE et les conseillers de toutes les institutions impliquées dans la restructuration de ces pays et dans l'élargissement de l'Europe.

Wladimir ANDREFF
Professeur à l'Université de Paris I

Le retour des Balkans, 1991-2001, sous la direction de Stéphane Yérasimos, Paris : Editions Autrement, collection Mémoires, 2002, 199 pages.

L'ouvrage collectif dirigé par Stéphane Yérasimos et consacré à la décennie 1991-2001 dans les Balkans est présenté comme un bilan. Bilan d'une période de guerres puisque l'année 1991 marque le début des conflits dans l'espace balkanique avec la désintégration de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. L'année 2001, quant à elle, s'inscrit dans l'après-guerre puisque l'engagement international pour la reconstruction de l'Europe du Sud-Est commence en juin 1999 et se renforce après la chute du régime de Slobodan Milosevic, le 5 octobre 2000, date présentée comme celle de la fin des conflits. Mais bien plus qu'un bilan retraçant les principaux événements qui ont jalonné cette décennie, l'ouvrage se lit comme un carnet de voyage intime où l'approche empirique prévaut parfois sur l'analyse scientifique. Ainsi, l'article de Bosko Budisavljevic, "Une famille serbo-croate", est un récit biographique évoquant le passé révolu et pourtant si présent de la région de la Lika, partie de la Croatie (Krajina) peuplée en majorité par des Serbes jusqu'en 1995. La mémoire individuelle et familiale se fond ici avec la mémoire collective. Sans les citer, le récit évoque les mémoires de réfugiés hantés par un espace qui n'est plus habitable et porté au plus profond d'eux-mêmes. Cet héritage familial et personnel peuple le territoire des consciences. La question de la mémoire est abordée de façon plus analytique par Xavier Bougarel pour qui « la mémoire des guerres est aussi une guerre des mémoires ». L'auteur entend démontrer comment les mémoires collectives ont été instrumentalisées par les partis nationalistes, principalement serbes, croates et bosniaques, durant la dernière décennie. Il s'agit donc d'une mise en parallèle de ces différentes mémoires, tant officielles qu'officieuses, afin de saisir comment elles ont nourri les conflits.

Le livre est structuré en deux parties : *Les guerres yougoslaves* et *Du communisme à l'europanisation*. La première partie permet de retracer les hésitations et les précipitations de « la communauté internationale » lors du processus d'éclatement de l'ex-Yougoslavie. L'Union européenne, qui n'était pas préparée à gérer des conflits sur son continent, a adopté une attitude "au cas par cas". Sous la pression de l'Allemagne, elle a reconnu l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en décembre 1991 sans tenir compte des conséquences que cela impliquerait pour la Bosnie-Herzégovine, reconnue en avril 1992, ou encore le Kosovo où la crise, sous-jacente, a éclaté en 1998 et 1999. On

retrouve cette approche fluctuante dans le processus de reconnaissance de l'Ancienne république yougoslave (ARY) de Macédoine, à laquelle s'opposait la Grèce. Les divergences d'opinions et l'incapacité des Européens à maîtriser ces conflits a révélé au grand jour l'absence et la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune. L'intervention des États-Unis dans les conflits yougoslaves s'inscrit dans ce contexte. Quoique tardive, elle permit la signature des accords de Dayton en 1995. En étudiant les relations transatlantiques et les différents plans de paix, Franck Debié montre à quel point les conflits de la région ont été un laboratoire. Ou, plutôt, un lieu d'expérimentation pour des organisations comme l'OTAN, l'OSCE ou l'UEO qui cherchaient à formuler de nouvelles stratégies et légitimités. Si les Balkans ont servi de "terrain d'essai", ce ne fut pas sans intérêt stratégique. L'intervention militaire de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY) en 1999 lui a ainsi permis d'affirmer sa nouvelle conception des crises dans un monde qui n'était plus bipolaire.

Les nouveaux protectorats de la région (Bosnie-Herzégovine et Kosovo) sont également des lieux où les intérêts stratégiques se superposent. On y retrouve l'ensemble des acteurs internationaux. Leur présence permet de geler des paix fragiles et chaque annonce d'un retrait des forces militaires internationales est vécue comme le risque d'une reprise de la guerre. Les ambiguïtés internationales s'y cristallisent. Le cas de la Bosnie-Herzégovine, pays divisé en deux entités, une République serbe de Bosnie et une Fédération de Bosnie-Herzégovine (elle-même divisée en deux parties, croate et bosniaque) est à ce titre flagrant. Les frontières extérieures y ont été maintenues mais de nouvelles frontières intérieures sont apparues au risque de mettre en cause les premières. Laurence Robin-Hunter dans son article intitulé "La Bosnie, un État unitaire" explique le fonctionnement des dynamiques de fragmentation qui sont à l'œuvre dans ce pays. L'absence de volonté de coopération entre les entités a longtemps constitué un frein à la reconstruction, le désir de rapprochement des parties serbe avec la Serbie et croate avec la Croatie ayant fait de l'État unitaire de Bosnie-Herzégovine un État quasi virtuel.

Le processus de reconnaissance des pays issus de l'ex-Yougoslavie s'est déroulé dans le cadre des frontières de 1943, tracées par les communistes de Tito. C'est sur cette base que la Commission d'arbitrage Badinter a donné son avis sur les modalités d'une reconnaissance internationale de frontières intérieures devenues des frontières extérieures. Le Sandjak, région à cheval sur deux pays, la Serbie et le Monténégro, n'avait pour sa part jamais eu de frontières. Pourtant des projets autonomistes y ont vu le jour sous l'influence du parti d'Alija Izetbegovic (SDA) au sein d'une population à majorité musulmane plus proche de Sarajevo que de Belgrade. L'article de Mihailo Petrovic, "Rascie 1990-2000, le retour de la 'question du Sandjak ?'", a le mérite de décrire l'émergence des projets d'indépendance dans une région qui a été passée sous silence durant ces dix dernières années. Plate-forme de l'économie informelle pour l'ensemble de l'Europe du Sud-Est, le Sandjak a su tirer profit de sa position géographique ainsi que de ses relations privilégiées avec la Bosnie-Herzég-

govine, le Kosovo et la Turquie. Ici, l'échec du projet d'indépendance va de pair avec la réussite économique. Dans ce contexte, les populations du Sandjak ont su maintenir une coexistence pacifique malgré la proximité des conflits en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo.

Le lecteur est invité par Mesut Tufan à partir à la découverte de Tirana. La ville se transforme et vit au rythme de l'ouverture du pays, quartiers insalubres et ruelles boueuses contrastant avec les nouveaux hôtels fréquentés par les élites locales. Entre lenteurs et frénésies, Tirana a du mal à se couper de son passé communiste. Bien qu'elle reste prisonnière de cet héritage, l'ouverture méditerranéenne, pour ne pas dire européenne, se fait néanmoins sentir à l'heure de la promenade du soir. L'article de Nathalie Clayer, "La société du Kosovo au cœur de dix années de crise", propose différents niveaux d'analyse – international, régional et local – sans pour autant s'écarter du vécu de la société kosovare. Sans revenir sur l'internationalisation de la crise du Kosovo après l'échec de la Conférence de Rambouillet, l'auteur dissèque les origines du conflit. Dans un autre article intitulé, "Être albanais dans les Balkans des années 1990", Nathalie Clayer décrypte l'identité albanaise. Les différences des sociétés albanaises d'Albanie, du Kosovo, de Macédoine, du Monténégro et de la diaspora sont décrites à travers le prisme de bouleversements rapides et brutaux. Les Albanais d'Albanie ont eu à subir à la fois l'effondrement du régime communiste et des structures étatiques. La faillite des sociétés pyramidales en 1997 (montages financiers frauduleux qui ont ruiné des dizaines de milliers d'épargnants) a failli provoquer une guerre civile tout en dévoilant les réalités du marasme économique. Les Albanais de l'ARY de Macédoine ont fait connaître leurs revendications à la suite de la crise du Kosovo en 1999. Au Kosovo, enfin, l'émergence d'une société parallèle albanaise depuis 1987, en marge des institutions contrôlés par Slobodan Milosevic, a permis de modeler les diverses revendications politiques.

"La dérive autoritaire et nationaliste en Serbie : 1987-2000", étudiée par Yves Tomic, permet de mieux comprendre comment le Parti socialiste de Serbie (SPS) de Slobodan Milosevic a pu se maintenir au pouvoir si longtemps. L'apathie politique de la société serbe durant cette période en est l'une des causes, tout comme l'incapacité de l'opposition à se regrouper. La cartographie des partis politiques établie par l'auteur apporte des éclaircissements sur la fragilité puis la désintégration progressive, en 2001 et 2002, de la coalition fort disparate regroupée sous le nom d'Opposition démocratique de Serbie (DOS). La diversité et l'émiettement de l'échiquier politique caractérisent également la Bulgarie. Les différents gouvernements ayant dirigé ce pays depuis onze ans ont néanmoins su faire preuve de neutralité dans un environnement régional instable. Nadège Ragaru explique comment la Bulgarie a su « valoriser les atouts d'une familiarité balkanique ». Si Sofia n'a pas ménagé ses efforts pour être considéré comme le « bon élève sur la carte euro-atlantique », la peur d'une « rebalkanisation » s'est accentuée en 2001. L'UE a en effet décidé de favoriser la recomposition régionale après une décennie de désintégration et prône, par conséquent, la coopération. Aussi souhaite-t-elle encourager un rapprochement

de la Bulgarie avec ses voisins, principalement la Serbie et l'ARY de Macédoine, mais aussi la Turquie. Or la Bulgarie y voit une « régression », ces pays étant plus éloignés qu'elle d'une perspective d'adhésion. Sa crainte d'un retour à la case départ alimente la scène politique même si, depuis le 1er décembre 2000, les ressortissants bulgares sont dispensés des formalités de visa pour accéder à l'espace Schengen.

Seul pays de la région à être membre de l'UE, la Grèce est en prise avec le « retour » et les « avancées » de la géographie. En titrant son article "Hellénisation des Balkans ou balkanisation de la Grèce ?", Georges Prévelakis pose une question qui reste ouverte. Après la Seconde Guerre mondiale et durant les années 1950 et 1960, il était difficile de juger si le niveau économique de la Grèce était plus avancé que celui de la Yougoslavie, voire de la Bulgarie ou de la Roumanie. Toutefois, face à un « monde balkanique sinistré, la Grèce paraissait de plus en plus comme un paradis politique, économique et social ». Si l'hellénisation des Balkans n'a pas eu lieu, la balkanisation de la Grèce a été évitée grâce à des stratégies politiques de « maquillage ». Elle reste pourtant un pays balkanique, ce que certains ont tendance à oublier. « Les réalités négatives du terrain, les tensions sociales, l'accroissement des inégalités » conduisent alors à s'interroger sur le « modèle grec » revendiqué par les nouveaux gouvernements au pouvoir dans l'ensemble des Balkans. Il s'agit d'"Ouvrir les yeux sur une pauvreté nouvelle" comme l'écrit Bernard Lory. Cet auteur part à la rencontre des « nouveaux pauvres » en dépeignant leur réalité quotidienne. Réfutant les analyses statistiques et les explications scientifiques, il brosse un tableau bien noir de la société post-socialiste : la paupérisation s'accroît et la transition ne rime nullement avec amélioration des conditions de vie.

Les Balkans ont connu ces dernières années des transformations profondes qui marqueront de leur empreinte les décennies à venir. Il est difficile à l'heure actuelle de dresser un bilan exhaustif de la décennie 1991-2001. Celle-ci reste un vaste chantier auquel ces articles participent en demeurant au plus proche de la réalité du terrain.

Nebojsa VUKADINOVIC
Chercheur associé à l'ENS

Marie-Pierre REY, *Le dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002, 354 pages.

Depuis quatre siècles, la Russie s'interroge sur son identité. Comment doit-elle se situer à l'égard de l'Europe occidentale ? Dans un rapport de confrontation ou de coopération ? Doit-elle adopter la voie européenne pour accéder à la modernité, inventer la sienne propre ou rechercher une synthèse ? Comment cette interrogation a-t-elle nourri les représentations et les pratiques de la puissance des dirigeants russes et soviétiques d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine en passant par Pierre le Grand, Staline et Brejnev ?